

## COMMENTAIRE CRITIQUE SUR LE RAPPORT SUR L'IMPLICATION DES FEMMES À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Il est difficile d'admettre qu'un tel rapport ait été produit et que le BE de la FAÉCUM ait décidé de le présenter tel quel à ses associations membres en l'ayant lu. Il s'agit d'une situation, rare, où on ose espérer que les délégué-e-s de ces associations, parce qu'elles ne sont pas révoltées par le caractère idéologique de cette recherche et le discours fallacieux qui l'accompagne, n'ont pas lu le dit rapport plutôt que d'accepter qu'ils et elles l'ont lu et en appuient fermement le contenu. Ce commentaire critique se veut donc suffisamment détaillé pour qu'il ne soit pas nécessaire d'avoir lu *l'Avis sur l'implication étudiante des femmes à l'Université de Montréal* (quoiqu'on les y encourage fortement) pour comprendre les critiques qui lui sont adressées. Ce texte est écrit dans le but avoué de convaincre, mais les arguments sur lesquels il repose n'en sont pas moins rigoureux; contrairement au rapport qui en est le sujet.

### SUR LA FÉMINISATION

Pour commencer, le document est féminisé de façon très partielle. Certaines sections sont féminisées, d'autres ne le sont pas du tout. C'est assez ironique pour un document qui traite de l'inclusion des femmes, et c'est carrément insultant lorsqu'on tombe sur un mot qui renvoie presque exclusivement aux femmes (c'est-à-dire que la situation ne devrait pas renvoyer aux hommes) et qu'il n'est non seulement pas dans sa forme féminine, mais que la phrase n'est pas non plus féminisée. Voici quelques exemples où la non-féminisation est particulièrement inappropriée :

*« Ce dernier point est primordial et constitue le cœur même de cette recherche, qui n'a pas pour objectif de pointer du doigt les coupables, que ce soit les hommes, la FAÉCUM ou les associations, mais de travailler ensemble à améliorer la situation – pour tous et partout. »*

On parle ici d'améliorer la situation. Situation qu'est la sous-représentation des femmes. Il semble donc assez facile de soutenir l'hypothèse que l'on veut améliorer la situation des femmes. Il me paraît alors légitime de se demander comment l'utilisation du tous exclusivement masculin peut se justifier.

*« Or, si on évacue la question des caractéristiques spécifiques aux femmes, comment expliquer évoluent tous dans les mêmes organisations et structures? »*

En dehors du fait que le document dans son ensemble aurait soit dû soit faire usage d'un langage épïcène soit être féminisé, les règles syntaxiques commandent que ce tous se lise *toutes et tous* étant donné qu'il s'agit d'une ellipse pour *toutes les femmes et tous les hommes*.

Ce qui est souligné de façon évidente dans ces deux exemples se dit de l'ensemble du document qui, par sa non-féminisation démontre soit un manque de soin investi dans la rédaction soit un

parti pris contre la féminisation qui réclamerait des explications.

## **SUR LA DÉFINITION DES CONCEPTS**

Le manque de rigueur dans la définition des concepts démontre le non-sérieux de la recherche. Deux de ces définitions sont particulièrement bâclées :

### **Non traditionnel**

*« Un domaine est non traditionnel lorsqu'un sexe y est représenté à moins de 33,3 % : « on parle alors de sous-représentation »). Par exemple, le métier d'éducateur en garderie est traditionnellement féminin, alors que celui de mécanicien est traditionnellement masculin. »*

Non, un domaine n'est pas non traditionnel lorsqu'un sexe y est représenté à moins de 33,3%. Une personne se trouve dans un domaine non-traditionnel lorsque son sexe y est représenté à moins de 33,3%. Le domaine ne peut simplement pas être non traditionnel ou traditionnel, il peut seulement être traditionnel ou non en fonction d'un sexe. Ainsi, la mécanique automobile est un domaine traditionnellement masculin et est un domaine non traditionnel pour une femme, mais il n'est ni traditionnel ni non traditionnel. De plus, un domaine et un métier sont deux choses différentes.

### **Stéréotype sexuel**

*« Stéréotype sexuel : un stéréotype est « une représentation simplifiée d'une réalité, au moyen d'une ou de plusieurs caractéristiques d'un individu ou d'un groupe » (MELS 2014b). Ainsi, un stéréotype sexuel est la croyance, largement partagée par les deux sexes, que les hommes ou les femmes possèdent naturellement des caractéristiques différentes, souvent péjoratives, en raison de leur appartenance à un sexe ou l'autre (CM 2008). »*

La création d'une définition pour un concept aussi important que celui de stéréotype sexuel dans un dossier sur l'implication étudiante des femmes mérite un minimum de rigueur dans son écriture. Il est évident que le choix des idées comme celui des termes utilisés dans la définition présentée dans le rapport a été fait à la légère, sans égard pour l'exactitude de la définition. Sans toutefois la ridiculiser, on peut au moins souligner le peu de sérieux d'une définition qui en cite une, soit celle de stéréotype, comme définition partielle et tente, sans aucun appui, de définir l'autre moitié du concept sur la base de l'idée que s'en fait la personne rédigeant la définition.

Aussi, il manque le mot « sexuelle » après « égalité » puisque la définition exposée est celle d'égalité sexuelle. On peut dire que c'est un mot assez important dans le concept. Surtout que l'expression du concept ne contient que deux mots.

## **SUR LE CADRE THÉORIQUE**

La présentation du cadre théorique ne fait même pas deux pages et ce malgré le fait qu'elle prétend présenter trois différentes approches théoriques. De plus, selon la compréhension que

j'en ai eue, les deux premières approches sont assez semblables. Ces deux approches, dont la première n'est pas nommée et dont les stéréotypes sexuels *constitueraient* la deuxième école de pensée.

« *Ces stéréotypes sexuels constituent la seconde école de pensée.* »

Vraiment? Affirme-t-on ici que les stéréotypes sexuels, en tant que conséquences directes d'une conception différenciée des hommes et des femmes, est une école de pensée? Dirait-on que les commentaires racistes sont une école de pensée quant aux raisons de la discrimination des personnes de certaines ethnies lors de processus d'embauche? J'en doute fort.

De plus, la première approche implique que certains facteurs biologiques pourraient être en partie responsable de la sous-représentation des femmes occupant des postes de direction par exemple. D'abord, il n'est pas suffisant de prendre le seul exemple des postes de direction pour généraliser l'approche utilisée à tout le reste, notamment les instances politiques universitaires, mais cette approche implique également de prendre en compte les stéréotypes sexuels (en effet, les carences perçues ne sont rien d'autre que des stéréotypes lorsqu'elles semblent s'appliquer à l'ensemble des femmes). On se retrouve alors avec deux approches très similaires qui affirment que les stéréotypes sexuels sont grandement responsables de la sous-représentation des femmes qui siègent sur les conseils d'administration ou occupent des postes de haute direction. À cette explication s'ajoute les carences potentiellement réelles des femmes et un soupçon de problèmes structurels pour la première approche alors que la deuxième affirme simplement (et en 5 lignes seulement!) que c'est l'existence des stéréotypes sexuels qui est entièrement responsable de la situation.

Outre ces deux écoles, le rapport présente TOUTES les autres écoles de pensée comme adhérant à certains principes généraux qui leurs sont communs et elles sont donc réduites à un simple paragraphe d'une dizaine de ligne. Il y est aussi affirmé que ces approches, qui considèrent que les organisations et leurs structures sont responsables du manque d'inclusion des femmes, évacuent la question des caractéristiques des femmes. Ce qui est faux, et il n'est pas nécessaire de chercher à en convaincre qui que ce soit par quelques moyens compliqués; il est simplement illogique de croire qu'on pourrait adapter une structure à un groupe social ne présentant aucune différence avec le groupe majoritairement représenté puisqu'il s'agirait en fait du même groupe.

J'ajouterais ici un petit commentaire sur les choix éditoriaux de la rédactrice. D'abord, les deux premières approches sont présentées comme distinctes alors qu'aucune des deux n'est une réelle école de pensée et que la deuxième est incluse dans la première tandis que « les autres écoles de pensée » sont présentées dans un simple petit paragraphe qui implique tout de même qu'elles sont nombreuses, mais s'abstient d'en présenter les nuances. Ou peut-être même de les investiguer. De plus, l'usage du présent simple pour les deux premières écoles de pensée contraste avec l'usage du conditionnel présent pour les troisièmes, marquant ainsi, volontairement ou non,

une hésitation uniquement subjective et personnelle quant à la validité de l'hypothèse de ces approches.

### **SEXISME, FÉMINISME ET CULTURE MACHISTE**

D'abord, il faut mentionner que le rapport, bien qu'il ait été écrit par une femme, n'a été officiellement révisé et supervisé que par trois hommes. Il faut donc souligner qu'il aurait fallu minimalement obtenir la parité en ce qui concerne les personnes donnant leur opinion sur un rapport concernant l'implication des femmes.

Bien que le sujet de la recherche et du rapport soit l'implication étudiante des femmes à l'université de Montréal et, donc, des raisons de la sous-représentation des femmes en particulier, il est constamment rappelé au lecteur qu'il ne faut pas laisser les hommes de côté dans cet enjeu. Pourtant, les hommes ne sont pas concernés par l'enjeu de leur sous-représentation puisqu'ils ne sont pas sous-représentés. Il n'y a pas de problème d'implication qui soit spécifique aux hommes à l'université de Montréal. Les hommes sont surreprésentés. Étant donné le contexte, il n'est donc non seulement pas nécessaire d'user d'artifices inutiles pour inclure les hommes dans le discours, mais c'est également inapproprié considérant le fait que les hommes ne font pas face au même problème et qu'ils sont déjà majoritairement présents dans le discours de tous les jours. Ainsi, en politique par exemple, lorsqu'on parle d'enjeux généraux, on parle dans un langage masculin (faut-il rappeler que même le rapport n'est pas féminisé?), et selon un point de vue principalement masculin; entre autre parce que les hommes sont surreprésentés. Lorsqu'on parle de mobilisation parce qu'il y a un problème d'implication, on parle d'une mobilisation qui va atteindre plus d'hommes que de femmes parce que l'organisation et les structures favorisent déjà l'implication des hommes par rapport à celle de femmes. Favoriser l'implication des femmes, lorsque la structure porte naturellement plus d'hommes que de femmes à s'impliquer, demande un effort supplémentaire, une réflexion plus poussée, une plus grande attention portée aux femmes et aux enjeux qui les touchent plus que les hommes. Dans cette situation, rappeler la place des hommes soit dans la société, soit dans l'organisation, ou où que ce soit d'autre, demande d'adopter une approche critique et non de simplement rappeler leur présence tel que l'on perpétue simplement la préséance des hommes et l'impossibilité de les exclure d'un enjeu qui n'est pas le leur. Voici deux exemples de l'inclusion des hommes peut facilement être jugée déplacée :

*« Il convient donc de garder à l'esprit que les caractéristiques du groupe ne s'appliquent pas nécessairement à toutes les femmes – ni aux hommes d'ailleurs! – et que chacune est unique. »*

*« Cette méthode d'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est fondée sur la prémisse que l'individu moyen, qui serait la somme des caractéristiques de la population féminine et masculine, n'existe pas et que les politiques ou services adoptés afin de répondre à ses besoins*

*desservent autant les hommes que les femmes. Ainsi, l'ADS vise l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes en assurant que les réalités de chaque sexe soient prises en compte. L'ADS se veut donc une approche inclusive, qui procure des effets bénéfiques autant pour les hommes que pour les femmes. »*

Ce deuxième exemple amène nécessairement une critique de l'approche adoptée. L'ADS est une approche institutionnalisée, elle est relativement adéquate pour le gouvernement, pour un organisme quelconque qui veut rendre des comptes à tous les groupes sociaux, sans en favoriser un, et cela peu importe les avantages ou désavantages structurels que vivent ces groupes. Cela ne signifie pas qu'elle ne puisse pas établir de politique visant un groupe en particulier, mais qu'elle ne saurait accepter des prémisses telles que « les femmes sont structurellement désavantagées dans leur implication politique » ou « les hommes et les femmes sont socialisé-e-s de façons différentes et, les structures et institutions favorisant les personnes socialisées d'une façon dite masculine, les femmes sont désavantagées par rapport aux hommes ». On peut dire que l'ADS est une approche « politiquement correcte ». Elle ne choque pas les normes, elle ne contrevient pas au patriarcat, elle affirme simplement que si un groupe quelconque est désavantagé pour une raison particulière et qu'il est possible d'établir une politique concrète pour améliorer la situation, et que cela ne nuit pas à un autre groupe social, ou lui procure un avantage sur un autre groupe social, il faut agir. Non seulement cela semble-t-il trop peu pour la situation actuelle, mais, aussi, cette méthode n'est pas complètement adaptée au cas où l'enjeu est clairement identifié comme actuellement, et concerne un groupe précis qui seul doit voir sa condition améliorée. Utiliser cette méthode revient à consacrer la supériorité sociale et politique actuelle des hommes par la non remise en question du statut des hommes et des femmes dans la société et ne peut mener qu'à des solutions partielles, des béquilles, à la situation. Ainsi, il est faux de dire qu'une politique visant une plus grande implication étudiante des femmes desservira les hommes de façon égale, ou même en partie; du moins, si elle est bien conçue. De fait, une plus grande implication des femmes impliquera nécessairement une moins grande représentation des hommes. Et c'est le but recherché; ce qu'il faut assumer, sans quoi il est vain et hypocrite d'affirmer vouloir favoriser l'implication des hommes.

Outre cela, les exemples choisis sont sans réel rapport avec l'enjeu. On nous présente des situations où des solutions apportées aux problèmes de groupes de femmes ont aussi servi les hommes. Et c'est le seul lien à faire avec l'implication des femmes. Rien ne nous dit comment ce genre de solution pourrait être appliqué à la situation parce que ce n'est tout simplement pas possible. Dans le premier exemple, celui des équipements policiers, il s'agit d'une situation où l'enjeu n'est ni politique, ni social. S'il nous montre quelque chose, c'est que l'on préfère trouver des solutions spécifiques à certains problèmes et laisser de côté les problèmes plus larges qui leur sont complémentaires, comme celui des stéréotypes sexuels. Le deuxième exemple est, quant à lui, tellement simplifié et correspond tellement peu à la réalité qu'il vaut mieux s'abstenir de le commenter.

Le rapport affirme également qu'une force de l'ADS est

*« qu'elle est inclusive et libre des tendances culpabilisantes pouvant être associées à l'analyse purement féministe [et elle] expose de la manière la plus objective possible les obstacles et leur ampleur, que les femmes ne sont souvent pas les seules à rencontrer, et contribue à l'acceptabilité des mesures adoptées en démontrant qu'elles profiteront également au bien-être des hommes. »*

La subjectivité, beaucoup trop présente dans ce paragraphe, sert ici d'argument en faveur de la méthode utilisée. Je précise ici que beaucoup de gens considèrent qu'une opinion (subjective par définition) n'est jamais un argument valable. En effet, il serait ardu de trouver un exemple plus probant du biais de la recherche que dans la première phrase de cet extrait. Nul part n'est expliqué en quoi l'analyse féministe serait culpabilisante, tout comme on ne retrouve aucune justification de l'objectivité supérieure associée à l'ADS. Objectivité fictive et instinctive qui ne saurait être démontrée puisqu'elle traduit simplement l'idéologie dominante.

La culture machiste est d'ailleurs dénoncée de façon très claire par une exécutante citée dans le rapport. C'est un des extraits les plus choquants, non pas parce qu'il surprend, mais parce que le problème y est si évident qu'on ne peut qu'être abasourdi du fait qu'il n'ait pas été identifié de façon plus spécifique afin de tenter d'y trouver une solution au moins partielle. Il se lit comme suit :

*« On perd beaucoup d'opportunités parce qu'on ne peut pas offrir aux gars d'aller prendre une bière. Ça se peut mais c'est plus rare » (FAÉCUM 2014c). Aller prendre une bière pour jaser de la FAÉCUM, ça passe plus ou moins pour les filles, car cela peut créer des malaises et des malentendus ou même mettre les femmes dans une position délicate puisque certains hommes s'en permettent plus dans ce contexte »*

Il faut souligner également que ce n'est pas la place de cette recherche de suggérer un type de féminisme plutôt qu'un autre. Particulièrement en considérant l'opinion du féminisme présentée plus tôt dans ce même rapport et en considérant l'absence totale d'arguments en faveur d'un féminisme en particulier. De ce fait, il est complètement déplacé de suggérer de suivre l'exemple de la campagne *He for She* ou de préconiser une « solidarité entre les sexes ». D'ailleurs, la signification de cette expression n'est pas claire, il semble que ce soit une figure de style qui implique quelque chose de contestable, mais qui n'a, de toute façon, aucun sens concret.

Il y a une phrase qui devrait donner l'impression d'un coup de massue à toutes les femmes lors de leur lecture du rapport. Cette phrase est à la fois une insulte au féminisme en général, un outrage à l'histoire des droits de la femme et un affront à chaque femme vivante, ayant un jour vécu et même qui vivra un jour. Ainsi, lorsqu'on lit que *« certes, il est important de découvrir si les femmes sont intéressées ou aptes à participer afin d'adopter des mesures efficaces. »* C'est tout le progrès qui a été fait concernant les droits de la femme qui est remis en question. Si on considère ici que les femmes ne sont potentiellement pas aptes à s'impliquer, on sous-entend nécessairement qu'il y a certaines aptitudes que l'homme possède et que la femme ne possède pas et, donc que l'homme lui est

supérieur. Évidemment, ce n'est pas le genre de situation où la rédactrice aurait fait le choix éditorial de dire que ce serait aussi le cas de l'homme...

### **SUR LA FORME DU TEXTE**

Suivant la citation précédente, on trouve la phrase subséquente : « *Cependant, la prudence s'impose puisque la frontière qui sépare la caractérisation de l'essentialisme est mince.* » On voit bien ici que l'on tente de nuancer le propos précédent, ce qui échoue de façon magistrale. De toute manière, et malgré l'utilisation de concepts pompeux, cette phrase ne veut rien dire. Si on en comprend quelque chose, s'en est l'esprit et rien d'autre. Non seulement la phrase n'ajoute-t-elle pas vraiment de pertinence au propos, mais elle est mal construite et démontre ainsi que la personne ayant écrit cette phrase n'en maîtrise pas les concepts principaux, mais les mots caractérisation et essentialisme ne font pas partie de mêmes classes de mots et ne peuvent donc pas être mis en parallèle. Et plusieurs autres extraits présentent les mêmes lacunes en termes de compréhension des concepts.

Certains éléments assez importants manquent également au texte, comme des sources pour appuyer des affirmations importantes et, lorsque des sources sont présentées, elles sont souvent si peu précises qu'il est très difficile de les retrouver. Il y a des fautes d'orthographe et de grammaire que n'importe quel étudiant-e du secondaire saurait éviter par une deuxième lecture. La syntaxe en général laisse grandement à désirer et il manque parfois un mot. Par exemple, on peut lire « Les détails méthodologiques de la recherche. » à la page cinq tel que ce devrait être compris comme une phrase complète et « Le recensement des exécutant(e)s a permis de constater que le poids politique de femmes ne correspond pas à leur poids politique ». Là est la preuve que s'il a été révisé, il ne l'a pas été dans son entièreté ou alors avec très peu d'application.

### **SUR LA MÉTHODE DE RECHERCHE**

À cause du faible taux de participation, les statistiques du sondage n'incluent que des exécutant-e-s du BE et du CA de la FAÉCUM. Donc on demande à des gens impliqués, hommes et femmes, pourquoi les femmes ne s'impliquent pas autant que les hommes; c'est absurde et ce n'est absolument pas un échantillon représentatif. De toute manière, il est faux de prétendre que les avis des membres de tous ces sous-groupes se valent. Par exemple, les femmes non-impliquées sont plus susceptibles que les autres groupes de savoir pourquoi elles ne s'impliquent pas, non parce qu'elles connaissent mieux la situation en général, mais leur opinion subjective sur les raisons pour lesquelles elles ne sont personnellement pas impliquées est utile. Aussi, il est douteux, du point de vue méthodologique, de ne considérer que trois des quatre sous-groupes pouvant être identifiés. Ainsi, pour les entrevues, des hommes impliqués, des femmes impliquées et des femmes non-impliquées ont été consultées, mais pas d'hommes non-impliqués; et ce sans

justification. On peut également se questionner sur la pertinence des entrevues de groupe et sur la méthode utilisée pour questionner les associations, ce qui n'est pas mentionné dans le rapport. Est-ce que des exécutant-e-s ont répondu au nom de leur association? Sans consulter leurs membres? Si c'est le cas, cela ne revient-il pas à avoir deux fois la même réponse du même ou de la même exécutant-e?

Il faut aussi mentionner la normativité de certaines questions posées dans les entrevues, Et, principalement, il faut remarquer la quasi-absence d'éléments factuels fournis par les données obtenues. On s'est davantage concentré sur les opinions personnelles des répondant-e-s (majoritairement des personnes ne vivant pas la réalité de femmes non-impliquées) que sur des données à analyser. Et même lorsque c'était possible, très peu de travail d'analyse a été effectué. Le rapport inclut plutôt une panoplie de citations, choisies parmi les propos des trois hommes et 17 femmes ayant participé aux entrevues (ce qui est très peu de gens et, en plus, on ne nous dit pas comment ces gens ont été choisis). Ainsi, des opinions subjectives par définition choisies de façon subjective servent d'argument à des éléments normatifs présentés dans le rapport. Par exemple, dans la section « Définition du féminisme » du rapport, on peut lire la citation suivante :

*« Si tous les exécutant(e)s se disent favorables à l'égalité des sexes, le terme « féminisme » reste perçu de façon péjorative, comme faisant référence à une idéologie extrême et déplacée. Certains croient qu'il vaut d'ailleurs mieux éviter d'utiliser ce terme, lorsque vient le temps d'aborder la question en instance et parler plutôt du « point femmes », car si on l'appelait le 'point féministe' ce serait encore pire Un témoignage indique: « ça a été associé à trop de trucs dans le passé, lorsqu'on parle d'égalité, on ne veut plus référer au féminisme, car c'est péjoratif ».*

Et cet exemple est apparemment le seul élément soutenant le fait, selon le rapport, que le féminisme est perçu de façon péjorative à la FAÉCUM. On ajoute d'ailleurs que « *La FAÉCUM et les associations ne sont pas les seules dans cette situation, loin de là, puisque le terme « feminism » a été inclus dans le sondage annuel du Time Magazine demandant à ses lecteurs le mot qu'ils voudraient voir banni en 2015* » et on mentionne en note de bas de page que le Time Magazine s'est par la suite excusé de cela. Comment peut-on prendre au sérieux ce genre d'argument ?

## **SUR L'ARGUMENTATION, LA CAUSALITÉ ET L'INFÉRENCE**

Aucune de ces trois choses, liées entre elles, n'est maîtrisée par la personne ayant effectué la recherche. Étant donné le nombre de liens d'inférence incomplets ou incorrects dans ce rapport, je ne m'y attarderai pas trop et je soulignerai simplement l'importance de comprendre la causalité pour construire des arguments logiques. Un argument comprenant une relation erronée entre des propositions n'est simplement valable. Voici donc un exemple pour illustrer ce propos :

*« Cependant, il serait faux de croire que l'implication se fait automatiquement au détriment*

*du travail rémunéré, puisque 71,9 % des exécutantes et 62,5 % des exécutants travaillent durant la session scolaire. »*

Donc, écrit plus simplement :

Beaucoup de personnes impliquées travaillent donc le travail ne nuit pas toujours à l'implication.

Ça ne fonctionne simplement pas, il manquerait une proposition du genre de :

Si des gens travaillent et s'impliquent, c'est que le travail ne nuit pas toujours à l'implication.

Mais cette affirmation ne correspond à aucune vérité tant qu'elle ne sera pas justifiée par des faits.

Une autre phrase démontrant une mécompréhension de la causalité est la suivante :

*« Afin d'examiner les expériences vécues par les femmes dans le cadre de leur implication étudiante, nous avons d'abord réalisé une revue de la littérature. »*

Ainsi, on affirme qu'une revue de la littérature permet de – ou du moins est préalable à – examiner les expériences vécues par les femmes dans le cadre de leur implication. Non.

À part cela, certaines affirmations sont présentées comme des faits, sans présenter de source et, dans les cas comme le suivant, où on lit que *« l'université est un environnement protégé où l'égalité sexuelle est fortement valorisée. »* c'est particulièrement problématique puisque non seulement beaucoup de gens ne sont pas d'accord avec ce supposé fait, mais la littérature démontre plutôt le contraire. Aussi, il y a des incohérences entre la théorie et la pratique comme le fait qu'il y a plus d'hommes que de femmes qui ne se présentent pas à un poste de haute direction parce qu'ils ou elles pensent ne pas avoir les compétences nécessaires.

## **SUR LES RECOMMANDATIONS**

Beaucoup de recommandations, sans être mauvaises, ne sont tout simplement pas adaptées à la situation particulière des femmes et ne visent pas précisément les femmes. Ainsi, je ne m'étendrai pas sur chacune d'elles et classerai plutôt les recommandations 5, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19 et 20 dans la catégorie des recommandations pertinentes pour une mobilisation plus large, mais n'étant pas liées spécifiquement à l'enjeu de l'implication étudiante des femmes. D'autres recommandations peuvent être pertinentes, mais sont trop générales ou suggèrent simplement d'établir un plan d'action. Toutefois, trois recommandations sont réellement problématiques.

### **Recommandation 9**

Que la FAÉCUM encourage ses associations à faire connaître les postes qui sont moins chronophages.

Il est insensé de vouloir cantonner les femmes à des postes demandant moins de temps investi parce qu'elles ont supposément moins de temps libre. Pense-t-on réellement que la solution à la sous-représentation des femmes est de continuer à leur proposer des postes avec moins de

responsabilités? Croit-on réellement que les femmes ont comme caractéristique *naturelle* d'être plus occupées? L'esprit de cette recommandation est carrément sexiste.

### **Recommandation 21**

Que la FAÉCUM et ses associations membres valorisent un féminisme rassembleur, fondé sur la solidarité entre les sexes.

Comme mentionné plus tôt, la solidarité entre les sexes n'est pas un concept clair et n'est potentiellement pas applicable ou souhaitable.

### **Recommandation 22**

Que la FAÉCUM encourage ses associations à mettre l'accent sur leurs activités à caractère académique.

L'intérêt pour les activités à caractère académique n'est pas non plus une caractéristique *naturelle* des femmes, tout comme l'intérêt pour l'alcool (tel que mentionné dans le bloc argumentaire de cette proposition) n'est pas exclusivement masculin. On se passera également de cette recommandation ne favorisant pas une égalité entre les sexes et qui repose sur des arguments sexistes.

En dehors de ces recommandations, l'idée est soulevée que les définitions de postes sont souvent faites à partir d'anciens exécutants hommes, mais aucune recommandation ne suggère de créer des définitions inclusives selon, par exemple, plusieurs modèles et exemples de différents exécutants et exécutantes et leur approche du poste. Ce qui m'amène finalement à mentionner le fait qu'il n'y a souvent pas de lien direct ou suffisant entre les arguments, l'explication de la situation et la recommandation qui devrait y être associée.

## **CONCLUSION**

Bref, non seulement ce rapport contient-il des propos sexistes et une orientation antiféministe peu axée sur l'implication des femmes; mais à cela s'ajoute le fait que les définitions sont bâclées; le cadre théorique est mal compris; plusieurs faits servant de prémisse sortent d'on ne sait où; la qualité de l'argumentation est plus que médiocre; les liens d'inférence sont souvent illogiques ou incomplets; l'échantillon n'est pas représentatif; le sondage reflète davantage les opinions personnelles de personnes ne vivant majoritairement pas la réalité des femmes non impliquées que les causes potentielles de la sous-représentation des femmes dans l'implication étudiante; les recommandations sont insuffisantes et inadaptées voire inappropriées; des données sont mises de côté; il y a de nombreuses incohérences entre les faits théoriques présentés et les données empiriques; le choix de la méthode n'est pas justifié de façon convaincante et l'analyse différenciée selon les sexes, qu'on soit en accord ou non avec cette approche, n'est d'ailleurs pas applicable à la situation, elle le serait pour la FAÉCUM en général, mais pas pour une situation

précise comme celle-ci; les exemples ne reflètent pas la situation et ne sont pas liés à l'enjeu; finalement, le choix des mots, la grammaire et la syntaxe du rapport laissent grandement à désirer et de nombreux concepts sont mal utilisés, nuisant ainsi à la bonne compréhension du rapport.

---